

Note de Cadrage

JUIN 2019 • Groupe d'Études Géopolitiques (GEG) • legrandcontinent.eu

SYSTEME ENERGETIQUE ET NEUTRALITE CARBONE EN FRANCE ET EN ITALIE ANALYSE DES PARTENARIATS BILATERAUX DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE

1 — Contextualisation

En 2015, la Commission européenne a lancé l'Energy Union Strategy, qui repose sur cinq dimensions principales, au nombre desquelles la **sécurité** énergétique, l'**intégration** du marché intérieur de l'énergie en Europe, l'**efficacité** et la réduction de la consommation, la **décarbonisation** des économies, et la recherche et **innovation**. Ce cadre européen offre des conditions idéales pour la consolidation des relations bilatérales entre États membres de l'Union européenne.

2 — Le rapprochement franco-italien : exemples d'initiatives existantes

Focus : TERNA et RTE. Le partenariat existant le plus important entre les deux pays est certainement celui forgé entre Terna et RTE. Lancé en 2015, ce projet prévoit une connexion CCHT (Courant Continu Haute Tension) entre le Piémont et la Savoie.

- La ligne reliera les centrales de la Grande Ile (Savoie) et de Piossasco (en périphérie de Turin) à un système innovant de transport à haute tension, devenant ainsi un projet unique au monde pour l'extension de la section souterraine et pour la réduction des impacts environnementaux. En effet, cette ligne longera les infrastructures existantes et sera adossée à d'autres chantiers, tels que la galerie de sécurité du tunnel du Fréjus, l'autoroute italienne A32, et l'autoroute française A42.
- Longue de 190 km, la ligne aura une capacité de 1200 MW et ajoutera 45% à la capacité de transport existante qui s'élève aujourd'hui à 2650 MW.
- Le montant total du projet est estimé à 1,4 milliard d'euros – 800 millions d'euros pour la branche italienne et 600 millions d'euros pour la française. La Commission européenne a reconnu l'importance du projet en y participant pour 1,3 million d'euros.

Ce projet phare renforce le rapprochement de deux pays aux profils de production d'électricité très différents, tant par la nature des sources que par les courbes de production. Une gestion intégrée et optimisée de la production pourrait apporter de nets bénéfices économiques et environnementaux aux deux pays.

Focus : liaison Italie-Corse-Sardaigne. Le projet "Sa.Co.I.I.3" prévoit une connexion CCHT entre la

péninsule italienne et les deux îles méditerranéennes via les points de connexion de Suvereto, Lucciana et Codrongianos. Les bénéfices d'une telle collaboration franco-italienne sont clairs. D'abord, une garantie de la continuité de l'approvisionnement en électricité. Ensuite, un renforcement de la capacité d'échange entre les régions concernées. Enfin, le projet permettra à une branche plus vaste du réseau électrique européen de devenir un vecteur-support efficace de la transition vers des sources d'énergie renouvelables.

Edison. Société italienne historique, acquise depuis 2012 par une autre société historique française, Électricité de France (EDF). Fleuron de la coopération industrielle bilatérale dans le secteur de l'énergie, Edison compte plus de 3 000 emplois en Italie, dont une bonne partie est impliquée dans des projets d'efficacité énergétique (branche ESCo), et couvre 7,4 % de la demande nationale en électricité (20,4 TWh).

Engie. Solidement implantée en Italie par ses investissements et infrastructures de production, l'entreprise dispose d'une puissance installée de 3,6 GW, dont 176 MW provenant de sources renouvelables.

Falck Renewables. Après l'acquisition récente de 5 parcs éoliens totalisant 25 éoliennes (56 MW), l'entreprise basée à Milan a atteint 98 MW installés en France et environ 200 GWh d'énergie produite. En Italie, elle a installé 354 MW, dont le plus grand parc éolien d'Italie, "Buddusò E Alà Dei Sardi" (330 GWh de production en moyenne annuelle). Au cours de la période triennale 2019-2021, Falck promet d'allouer 9 millions d'euros à la digitalisation de son réseau, ouvrant la porte à de nouveaux investissements en France comme en Italie.

3 — Analyses et perspectives

Un cadre européen favorable. L'Europe identifie les projets d'intérêt commun (PIC) en fonction de ses besoins de croissance, de consolidation et de développement.

- Ces projets d'infrastructure sont jugés essentiels au parachèvement du marché européen de l'énergie.
- 9 corridors transeuropéens et 3 domaines d'action prioritaires ont été identifiés : le gaz, les réseaux électriques et les réseaux intelligents.

- Le ministère du Développement économique a accepté la directive européenne en Italie, identifiant 15 projets stratégiques, dont 2 concernent la France.

Italie : de nouvelles opportunités. L'Italie a adopté un Plan énergie et environnement 2030 suivant les mesures d'application du paquet européen énergie-climat 2030.

- Les axes clés sont l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la sécurité énergétique, le marché unique de l'énergie, la décarbonisation, la recherche, l'innovation et compétitivité.
- D'ici 2030, l'objectif est de disposer de 28 % de renouvelables primaires, en se concentrant sur des appels d'offres technologiquement neutres et sur le rééquipement des centrales existantes.
- Selon l'autre document stratégique majeur de la politique énergétique italienne, la Stratégie énergétique nationale, l'élimination progressive du charbon a un horizon ambitieux fixé à 2025.

France : les énergies propres deviennent un secteur porteur. La PPE annoncée par Emmanuel Macron a été présentée dans son intégralité fin janvier 2019.

- D'ici 2028, les objectifs en matière d'énergies renouvelables sont ambitieux : doubler la capacité installée par rapport à 2017, pour atteindre 102-113 GW de capacité totale; augmenter la consommation d'énergie thermique provenant de sources renouvelables de 40 à 60% par rapport à 2016.
- Pour la production de biogaz, une croissance significative de la taille du secteur est annoncée : jusqu'à 55 fois par rapport à 2017.

Analyse croisée. Les trajectoires des deux pays, bien que partant de positions initiales très différentes, convergent donc dans le même sens.

- La stabilité des approvisionnements extérieurs, en particulier dans la région méditerranéenne et au Moyen-Orient, sera un élément fondamental pour la réalisation effective des objectifs.
- Il est donc dans l'intérêt des deux pays, et de l'ensemble de l'Europe, de formuler des stratégies communes et équilibrées dans les relations avec les pays africains.

- L'Europe, leader mondial de l'action politique pour l'accès à l'énergie propre et la lutte contre le changement climatique, doit également imposer à ses partenaires extérieurs des normes élevées, afin de créer des cercles économiques vertueux.
- La France et l'Italie, interface géographique naturelle entre l'Europe continentale et la Méditerranée, peuvent et doivent utiliser leur position pour devenir un maillon fondamental des infrastructures énergétiques.

Opportunités économiques. Les opportunités pour les deux pays restent modestes si elles se limitent seulement à ces derniers. Le potentiel de l'UE réside dans l'hétérogénéité de sa production énergétique. La gestion d'un marché intérieur coopératif est son véritable atout.

- La facilité avec laquelle l'énergie est transportée doit donc être fortement encouragée par l'industrie, soit en modernisant les lignes existantes, soit en créant de nouvelles.
- Des investissements dans la recherche de nouveaux systèmes de stockage et de transport de l'énergie favoriseront certainement l'économie non seulement des États individuels, mais aussi de la macro-région européenne. Il serait nécessaire d'investir dans des systèmes de stockage thermique, de stockage électrique et supraconducteurs.
- Intervenir dans les réseaux vertueux d'échanges, tels que le chauffage urbain en centre-ville, ou la gestion de réseaux locaux intelligents, conduira aussi les consommateurs à une consommation plus réflexive et de fait efficace.

Perspectives énergétiques extra-européennes. En ce qui concerne la politique énergétique vis-à-vis de l'extérieur de la Communauté européenne, qui est actuellement fondamentale pour l'approvisionnement, nous ne devons exclure aucun partenaire qui partage les objectifs climatiques et environnementaux que l'Europe poursuit. Une bonne politique énergétique doit aussi viser l'export de technologies de pointe vers des environnements dégradés.

Renato Rallo, GEG Energy Analyst, renatorallo@msn.com
Matteo Riviera, GEG Energy Analyst, teocanadese@gmail.com
Paul-Etienne Pini, GEG Head Analyst, paul.pini@columbia.edu

Le **GEG (Groupe d'études géopolitiques)** est un think tank indépendant qui rassemble des étudiants, chercheurs, et professionnels des grandes écoles françaises et universités européennes ainsi que des experts en politiques publiques et cadres du privé. À travers sa revue *Le Grand Continent* et ses événements, le GEG veut conjuguer la pensée politique et l'analyse de l'action publique afin d'éclairer la géopolitique de l'Europe.



Le **programme GEG | Énergie et Environnement** entend proposer une réflexion critique sur les enjeux énergétiques et écologiques auxquels l'Europe fait face, dans ses dimensions politiques, industrielles, économiques et stratégiques. Le programme prépare par exemple un cycle de publications sur "les modalités du financement de la transition écologique en Europe", et une "cartographie des prises de position des États et des partis européens sur la politique énergétique et écologique de l'UE".